

Grand Paris : Sarkozy rebooste son grand projet

Adrien Pouthier | 10/10/2011 | 11:51 | **Aménagement**

Le président de la République a prononcé lundi 10 octobre un discours « bilan et perspectives » du projet de Grand Paris lancé il y a 4 ans. Aucune annonce mais un constat : le processus est irréversible.

Lancé il y a 4 ans par Nicolas Sarkozy, le projet de Grand Paris avait été annoncé comme une révolution urbanistique et architecturale pour ce qu'on appelle encore l'Ile-de-France. Le premier geste du président de la République avait d'ailleurs été de lancer en septembre 2007 une grande consultation internationale d'architectes et d'urbanistes. 10 équipes avaient, deux ans plus tard, rendu et présenté leurs projets. Et depuis... Voilà ce qu'ils en disent dans le Parisien :

« On n'a pas de moyens ! » (Antoine Grumbach, architecte), « Où est le projet de civilisation lancé par Nicolas Sarkozy ? Nulle part ! » (Roland Castro, architecte), « Il manque un peu une ambition qui s'est réduite à un projet de transport, alors que l'enjeu c'est l'humain » (Yves Lion, architecte), « Tout dépend toujours du calendrier électoral. » (Jean Nouvel architecte) (1).

Nicolas Sarkozy a donc débuté son discours d'ouverture du colloque « Le Grand Paris, 4 ans après » qui s'est tenu à la Cité de l'architecture et du patrimoine lundi 10 octobre, par des remerciements appuyés : « Je tiens à rendre hommage aux cabinets d'architectes. Et à réaffirmer que l'architecture et l'urbanisme demeurent au coeur du projet de Grand Paris. Ce n'est peut-être pas la volonté des administrations mais c'est la clef de la réussite du projet. Le Grand Paris ce n'est pas simplement un plan de transports mais l'urgence était là. » L'Atelier international du Grand Paris, installé dans sa configuration définitive depuis juin dernier, lancera d'ailleurs dans les prochaines semaines une deuxième consultation internationale « pour s'entourer, au sein du conseil scientifique, des meilleures équipes d'architectes et d'urbanistes » a annoncé l'Elysée.

Traité en priorité depuis le départ, le réseau de transports du Grand Paris (« plus facile à vendre médiatiquement que les projets architecturaux ou urbanistiques » a reconnu le ministre de la Ville Maurice Leroy) est donc la phase la plus aboutie du projet, a rappelé le président de la République. « Les transports c'est fait ! Le financement est bouclé ! 32,5 milliards d'euros sont engagés jusqu'en 2025 pour les 155 kilomètres de voies nouvelles et les 57 nouvelles gares. »

Et puis Nicolas Sarkozy a déroulé la longue liste des projets destinés à faire du Grand Paris l'égale des grandes métropoles du monde (« Vous vous rendez compte que l'Ile-de-France avec son potentiel humain, intellectuel et économique à une croissance deux fois inférieure - 2% - à celle du Grand Londres ? »), mettant particulièrement l'accent sur les Contrats de développement territorial annoncés récemment (<http://www.lemoniteur.fr/131-etat-et-collectivites/article/actualite/860564-grand-paris-17-projets-pour-une-centaine-de-villes-lances-avant-fin-2012>) en Ile-de France et qui portent chacun des projets forts comme la Cité du cinéma de Luc Besson déjà en chantier sur le territoire de Plaine commune Saint-Ouen, une « Villa Médicis » (pôle culturel d'accueil d'artistes en résidence) implantée dans la tour Utrillo de Montfermeil, la cité Descartes « cluster ville durable » à Noisy-le-Grand et Champs-sur-Marne, ou encore deux projets emblématiques : le renouveau de la Défense et le campus de Paris Saclay.

Messages

Si le président de la République n'a rien annoncé de nouveau, il a tout de même profité de son discours pour faire passer trois messages forts.

Concernant l'urbanisme d'abord : pour atteindre l'objectif de construction de 70.000 logements par an, il faut libérer le foncier et continuer la réforme du droit de l'urbanisme.

« Il est inconcevable qu'alors que le foncier mobilisable est largement supérieur aux besoins, l'Ile-de-France soit l'avant-dernière région de France en terme de droit à construire. Il faut imaginer un droit qui corresponde à la finalité de l'urbanisme. »

Le président de la République a promis de coupler cette démarche avec la libération des fonciers publics, qui devrait permettre à la réalisation d'au moins 50.000 logements d'ici 2016 avec l'engagement du Premier Ministre.

Pour construire plus, il faut aussi construire dense. « Considérer la densité comme le mal absolu, c'est le niveau zéro de la réflexion. La densité c'est avec le rapprochement une source de convivialité. Il ne me semble pas que les gens qui vivent dans le Marais à Paris, un des quartiers les plus denses de la capitale, aient une vie difficile. »

Deuxième message fort : il n'y aura pas de retour en arrière possible pour le Grand Paris. « C'est irréversible », s'est félicité le président de la République. « C'est un enjeu absolument considérable (...) J'y attache une très grande importance et je veillerai (...) à ce que les choses aillent au bout, sans retour en arrière possible, parce que trop d'espérances sont nées et parce que trop d'intelligences ont déjà donné le meilleur de ce qu'elles pouvaient ». Un argument relayé par Maurice Leroy : « je vous le date et je vous le signe, plus personne ne reviendra en arrière. Parce que cela s'est fait dans le consensus et que nous avons dépassé les intérêts partisans. Quels que soient les résultats électoraux, le Grand Paris ne sera pas remis en cause. »

Enfin dernier message qu'a tenu à faire passer Nicolas Sarkozy : « ces dix dernières années il ne s'était rien passé à Paris et en Ile-de-France. Ne portons de jugement contre personne. Il s'est passé dans les communes, chaque maire a fait tout ce qu'il était possible. Mais (...) il ne s'est rien passé de structurant. (...) Je voudrais vous dire ma satisfaction de voir qu'à l'image de ce qu'ont fait l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Etats-Unis, maintenant quand dans le monde on parle d'architecture, d'urbanisme, de vision, on parle de la France et on parle du Grand Paris. »

Une manière de dire que ce projet, c'est peut-être d'abord le sien.

FOCUS

La réaction de Bertrand Delanoë, maire de Paris

« Le bilan présidentiel se résume finalement à peu de choses et beaucoup de temps perdu », a réagi dans la foulée du discours présidentiel, le maire de Paris Bertrand Delanoë. « Sur l'ensemble des grands enjeux, y compris celui du transport, la méthode choisie aura fait perdre 3 ans à des projets pourtant déjà mûrs et prêts à démarrer, quand en avril 2009, le Président de la République avait fait son discours au Palais de Chaillot. Je pense notamment à la prolongation de la ligne 14 et au lancement d'Arc Express, nouvelle ligne

de transport lourd en rocade autour de Paris. Que de temps perdu avec la loi Grand Paris, alors que le plan de mobilisation pour les transports élaboré par les collectivités franciliennes était prêt depuis 2008. » Reprochant à Nicolas Sarkozy de s'être « approprié » le travail des collectivités locales, Bertrand Delanoë réclame un nouveau mode de fonctionnement entre l'Etat et ces mêmes collectivités. « Le logement est aujourd'hui le grand sujet de la métropole. Le Président de la République nous propose de poursuivre avec l'outil préfectoral des contrats de développement territorial. Entre comptage technocratique et incantation, il en appelle à la réalisation de 70.000 logements par an. (...) Cette approche n'est pas à la hauteur. Au sein de Paris Métropole, Paris a formulé une proposition audacieuse d'une Autorité du Logement doté d'un levier financier et de réels pouvoirs financiers et coercitifs (...). Elaborons ensemble cet outil, qui doit nous permettre - villes, intercommunalités, Départements, Région et Etat - de définir et négocier financièrement les objectifs quantitatifs et qualitatifs de logement, notamment sociaux, pour la métropole. » Pour le maire de Paris, c'est de Paris Métropole que viendra le salut « en regroupant aujourd'hui 200 collectivités, Paris Métropole constitue aujourd'hui le premier vecteur de la dynamique dont notre métropole a besoin. »

(1) Tous propos recueillis par Le Parisien dans son édition du lundi 10 octobre